

§ 2. Aucune association autre que PBB n'est habilitée à exécuter ces contrôles tant que cette dernière remplit sa mission conformément au présent arrêté.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. PBB est agréée pour exécuter les contrôles ci-après :

— dans le secteur fruitier : les contrôles pour la catégorie CAC et les contrôles et la certification pour la catégorie « certifié » (facultatif);

— dans le secteur des ornementaux ligneux : les contrôles pour la catégorie « Qualité communautaire ».

§ 2. PBB peut, sous sa responsabilité, organiser et introduire une certification facultative dans le secteur des ornementaux ligneux.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour être mandatée et le rester PBB doit :

— suivre les instructions du Ministre relatives à sa mission;

— se soumettre au contrôle du Service et tenir à sa disposition un registre journalier des contrôles effectués;

— permettre au Service l'accès à ses données et collaborer pour tout cas relevant de l'enregistrement et de l'agrément des entreprises et avertir le Service pour tout cas de non-respect des règlements phytosanitaires;

— veiller à la confidentialité des données du registre central.

§ 2. En ce qui concerne le personnel affecté aux contrôles visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, PBB doit :

— communiquer au Service l'identité et la qualification du personnel chargé des contrôles, dont le nombre doit être suffisant;

— désigner un responsable technique de l'ensemble des activités de contrôle;

— garantir l'indépendance, l'impartialité et l'intégrité de ce personnel; aucune pression commerciale, financière ou autre, ne pouvant influencer leur jugement.

§ 3. Le financement des contrôles est assuré par une indemnité par le Service et par une rétribution spécifiée dans les « Accords conclus concernant les rétributions pour des prestations accomplies par le personnel de PBB » ajoutés en annexe (annexe IV) à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2000 agréant une organisation professionnelle représentative dans le cadre des pépinières et approuvant les règles communes établies.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> avril 2002.

Bruxelles, le 26 avril 2002.

V. DUA

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1750

[C — 2002/29246]

**27 MARS 2002.** — Décret portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions, missions et ressources

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° « organismes d'intérêt public dépendant de la Communauté française », les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

2° « Gouvernement », le Gouvernement de la Communauté française;

3° « services de la Communauté française », le Ministère de la Communauté française, les organismes d'intérêt public visés au point 1° et les Cabinets ministériels des membres du Gouvernement.

**Art. 2.** Sous la dénomination de « Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) », ci-après dénommée « l'Entreprise publique », est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique qui, pour les services de la Communauté française, est chargé des missions définies à l'article 3.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'Entreprise publique est chargée des missions de service public suivantes pour les services de la Communauté française :

#### A. Organisation de l'informatique

1° la spécification, la traduction, le contrôle et la mise en œuvre des besoins fonctionnels des services de la Communauté française en projets informatiques;

2° l'acquisition et l'inventaire régulièrement mis à jour du matériel informatique nécessaire pour les services de la Communauté française;

3° sur base des données fournies par les services de la Communauté française, la gestion informatique de la rémunération et de la carrière des membres du personnel des services de la Communauté française et du personnel des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française;

4° le comptage des élèves;

5° la mise en place et l'organisation d'un service de support aux utilisateurs;

6° le suivi et le développement de l'outil informatique, en ce compris la fixation des standards technologiques et de la veille technologique;

7° le développement, la maintenance, l'hébergement ou l'exploitation d'applications existantes ou à développer pour les services de la Communauté française;

8° la mise en œuvre des accords de coopération relatif à la matière informatique;

#### B. Données statistiques

9° la constitution et la mise à jour d'un entrepôt de données rendues strictement anonymes de manière à empêcher, même par regroupement, toute individualisation, ainsi que d'un service des études et de la statistique transversal et commun à l'ensemble des services de la Communauté française à partir des données acquises et/ou produites, notamment par les services opérationnels; le Gouvernement de la Communauté française et les services de la Communauté française accèdent, sans délai ni surcoût, aux données ainsi rassemblées et traitées. Les services de la Communauté française ont l'obligation de transmettre les données dont ils disposent à l'Entreprise publique; l'Entreprise publique transmettra aux autorités compétentes toutes données à caractère statistique relevant des compétences de la Communauté française et collectées par ces autorités; de même, elle collaborera avec les acteurs concernés par l'utilisation des statistiques; enfin, elle représentera la Communauté française au sein du Conseil supérieur de Statistique;

#### C. Réseaux

10° l'organisation et le développement technique des réseaux, notamment de l'Internet et de l'intranet, et des télécommunications, en ce compris la téléphonie, au sein des services de la Communauté française. Dans l'exécution de cette mission, l'Entreprise publique veille également à prendre en considération les personnes morales et les activités subventionnées par la Communauté française;

11° l'organisation et le développement du « Gouvernement électronique » pour les services de la Communauté française;

#### D. Missions de consultance

12° l'accomplissement de missions de consultance informatique.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'Entreprise publique peut collaborer ou s'associer avec des personnes morales de droit public ou privé. L'exécution de l'ensemble des missions visées ci-avant est entièrement couverte par la dotation visée à l'article 4,1° du présent décret.

Dans l'hypothèse où l'Entreprise publique fait appel à des services extérieurs pour l'exécution de certaines de ses missions de service public, il doit, en permanence, assurer la maîtrise et l'organisation de la gestion des fonctions clés de l'externalisation.

§ 2. Pour autant que cela ne porte pas préjudice à l'exécution des missions visées au § 1<sup>er</sup>, l'Entreprise publique peut collaborer ou s'associer avec des personnes de droit public ou privé pour exercer d'autres missions informatiques.

3. Les services de la Communauté française ne peuvent exercer des missions qui relèvent de la compétence exclusive de l'Entreprise publique en vertu des §§ 1 et 2 du présent article.

#### Art. 4. L'Entreprise publique a pour ressources :

1° la dotation annuelle allouée par la Communauté française, celle-ci étant exclusivement affectée à l'exécution par l'Entreprise publique de ses missions de service public et couvrant l'exercice de l'ensemble de ces missions;

Le Gouvernement détermine les montants qui seront transférés depuis les allocations de base du budget général de la Communauté française vers l'allocation de base « dotation annuelle de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication » inscrite au budget général des dépenses de la Communauté française.

2° les recettes liées à son action dans le cadre d'éventuelles conventions de service;

3° les moyens mis à sa disposition dans le cadre de conventions conclues avec d'autres autorités publiques;

4° les dons et legs faits en sa faveur.

Art. 5. Sans préjudice des modalités imposées par les autorisations d'accès au Registre National, l'Entreprise publique détient la propriété :

1° des matériels qui lui sont transférés ou qu'elle acquiert pour elle-même ou pour les services de la Communauté française;

2° des logiciels transférés, acquis ou réalisés en son sein, dans le respect du droit à la protection de la vie privée et à l'anonymat des données;

Les services fonctionnels détiennent la maîtrise de leurs données. Ils ont l'obligation de les mettre à la disposition de l'Entreprise publique.

CHAPITRE II. — *Organisation**Section 1<sup>re</sup>*. — Conseil d'administration et Bureau

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'Entreprise publique est gérée par un Conseil d'administration composé d'au moins seize membres, nommés par le Gouvernement.

§ 2. Sont membres de droit du conseil d'administration :

— le/la fonctionnaire dirigeant(e) de chaque organisme d'intérêt public dépendant de la Communauté française, à l'exclusion de celui/celle de l'Entreprise publique;

— Le/la Secrétaire Général(e) du Ministère de la Communauté française;

— les administrateurs/administratrices généraux/générales du Ministère de la Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement désigne un nombre de membres égal à celui des membres de droit. Ces membres sont choisis parmi les personnes justifiant d'une expérience ou d'une connaissance soit dans les domaines des missions de l'Entreprise publique, soit en matière de gestion.

Au moins trois membres visés à l'alinéa précédent justifient d'une expertise de haut niveau en matière informatique.

§ 4. Le Conseil d'administration élit, parmi les membres visés au § 3, un(e) Président(e) et un(e) Vice-Président(e). En cas de parité, la voix du/de la Président(e) est prépondérante.

§ 5. Le/la fonctionnaire dirigeant(e) de l'Entreprise publique assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative et assume la fonction de Secrétaire du Conseil d'administration.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception des membres de droit, les membres du Conseil d'administration sont nommés pour un terme de 5 ans renouvelable une fois. La qualité de membre est incompatible :

1° avec la qualité de membre d'un gouvernement, d'un cabinet ministériel ou d'attaché parlementaire;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale et d'un conseil provincial;

3° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement;

4° sans préjudice des dispositions de l'article 6, § 5, avec la qualité de membre du personnel de l'Entreprise publique;

5° avec l'appartenance à une association qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés notamment par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

§ 2. Si un membre du Conseil d'administration démissionne, décède, est révoqué ou perd la qualité en fonction de laquelle il/elle a été nommé(e), il/elle est remplacé(e) selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le/la remplaçant(e) achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

§ 3. Le Gouvernement peut, sur la proposition du Conseil d'administration de l'Entreprise publique, révoquer le membre du conseil d'administration qui :

1° a accompli un acte incompatible avec la mission de l'Entreprise publique telle que définie à l'article 3;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

3° exerce une activité incompatible, telle que définie au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°.

Le Conseil d'administration de l'Entreprise publique entend l'intéressé(e) avant que sa révocation soit proposée au Gouvernement.

§ 4. Tout membre du Conseil d'administration frappé d'une des incompatibilités telles que définies au § 1<sup>er</sup>, 1° à 5°, est démis de plein droit.

§ 5. Le Gouvernement détermine le montant des indemnités qui peuvent être allouées aux membres du Conseil d'administration, au/à la Président(e) et au/à la Vice-Président(e). Il fixe les indemnités pour frais de parcours et de séjour.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 6, § 4, du présent décret, le Conseil d'administration établit un règlement qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Ce règlement est soumis à l'approbation du Gouvernement. Il fixe les limites et les formes dans lesquelles le Conseil peut déléguer certaines de ses attributions à son/sa Président(e), au Bureau et à l'Administrateur/Administratrice général(e) défini(e) à l'article 12.

**Art. 9.** Le Bureau est composé du/de la Président(e) et du/de la Vice-Président(e) du conseil d'administration ainsi que de deux membres du Conseil d'administration désignés par ce dernier parmi les membres visés à l'article 6, § 3, du présent décret. Le/la fonctionnaire dirigeant(e) de l'Entreprise publique siège aux réunions du Bureau avec voix consultative.

**Art. 10.** Le siège de l'Entreprise publique est fixé par le Gouvernement.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, le Bureau nomme le personnel de l'Entreprise publique dans les limites du cadre fixé par le Gouvernement et sur proposition du fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique.

Pour ce qui concerne les fonctions correspondant aux grades de :

— Directeur ou directrice (catégorie : expert - groupe de qualification 4);

— Attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : expert - groupe de qualification : 4);

— Gradué ou gradué principal ou premier gradué ou graduée ou graduée principale ou première graduée (catégorie administratif - groupe de qualification : 3),

il sera fait appel à des personnes engagées sous contrat de travail, et ce en vertu des dispositions reprises à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des services des gouvernements de Communauté et de Région, et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent et à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française.

§ 2. Le Bureau fixe les limites et les formes dans lesquelles il délègue certaines de ses attributions à l'Administrateur/Administratrice général(e).

#### CHAPITRE III. – *Gestion*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'Entreprise publique est dirigée, sous l'autorité du Conseil d'administration et du Bureau, par un(e) Administrateur/Administratrice général(e) nommé(e) par le Gouvernement.

§ 2. L'Administrateur/Administratrice général(e) assure la gestion quotidienne de l'Entreprise publique, la comptabilité conformément à l'article 18 du présent décret ainsi que la gestion quotidienne des ressources humaines, en ce compris des membres de son personnel délocalisé au sein des services fonctionnels de la Communauté française.

§ 3. L'Administrateur/Administratrice générale) représente l'Entreprise publique.

**Art. 13.** Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du (...) « créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française et instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les Universités organisées par la Communauté française », le cadre et le statut du personnel, ses rémunérations et ses indemnités sont fixés par le Gouvernement.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La gestion financière de l'Entreprise publique est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de ladite loi. En outre, l'Entreprise publique est soumise au révisorat d'entreprise. Le Gouvernement détermine les modalités de ce révisorat, conformément aux articles 130 et suivants du code des sociétés du 7 mai 1999.

§ 2. Le contrôle de l'Entreprise publique est exercé à l'intervention de deux Commissaires, nommés par le Gouvernement, l'un(e) sur proposition du ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions, l'autre sur proposition du ministre du Budget. Le Gouvernement détermine le montant des indemnités qui peuvent être allouées aux Commissaires du Gouvernement et fixe les indemnités pour frais de parcours et de séjour.

§ 3. Le Gouvernement approuve le plan comptable, les règles d'évaluation et d'amortissement de l'Entreprise publique.

§ 4. Le bénéfice net est le solde du compte de résultats défini par le plan comptable, après dotation aux amortissements et provisions autorisées par le Gouvernement.

§ 5. Sous réserve de l'approbation par le Gouvernement, le Conseil d'administration affecte le bénéfice net de l'exercice :

1<sup>o</sup> aux réserves spéciales à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une donation, un legs ou une fondation;

2<sup>o</sup> à l'apurement des déficits antérieurs;

3<sup>o</sup> au report à l'exercice suivant.

**Art. 15.** L'Entreprise publique présente au Gouvernement, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport annuel de ses activités.

Ce rapport indique les mesures prises par l'Entreprise publique pour remplir ses missions ainsi que les perspectives pour l'année à venir.

L'Entreprise publique dresse annuellement un bilan qui est annexé au rapport.

Le Gouvernement transmet ce rapport accompagné du rapport du réviseur d'entreprises au Parlement de la Communauté française.

#### CHAPITRE IV. — *Contrat de gestion et Conseil d'avis*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de gestion conclu entre la Communauté et l'Entreprise publique détermine les règles et modalités selon lesquelles l'Entreprise publique remplit ses missions.

§ 2. Le contrat de gestion précise les principes généraux qui président à la réalisation des différentes tâches que l'Entreprise publique assure en vue de l'exécution de sa mission de service public et, en tous cas, les dispositions à prendre :

1<sup>o</sup> pour définir une politique de gestion de l'informatique en Communauté française qui tienne compte des points mentionnés à l'article 3 du présent décret, en ce compris :

— la définition et le contrôle de mise en œuvre d'un plan stratégique global à court, moyen et long termes ainsi que la gestion des moyens nécessaires à l'établissement du plan stratégique annuel et de schémas directeurs;

— l'établissement, la gestion, l'approbation et l'exécution de projets d'audit, de conseil, ainsi que de projets informatiques et télématiques et de toute étude juridique spécifique nécessaire;

- l'intégration des solutions stratégiques;
  - l'attribution et le suivi des marchés publics;
  - l'évaluation permanente des solutions techniques et de leur qualité et vérification de leur adéquation aux besoins fonctionnels;
  - la fixation des standards technologiques et la veille technologique;
  - la définition des méthodologies et des processus liés à l'informatisation, notamment ceux organisant les relations entre les divers intervenants (l'Entreprise publique, les services opérationnels et les fournisseurs extérieurs); l'Entreprise publique devra, en toutes circonstances, assurer le contrôle direct de ces acteurs externes;
- 2° pour remplir sa mission dans le domaine informatique et pour assurer la continuité du service public en cette matière;
- 3° pour assurer le développement des services informatiques de la Communauté française et notamment le suivi de l'évolution des technologies et des programmes sur le marché;
- 4° pour assurer la satisfaction des utilisateurs et le suivi de leurs plaintes;
- 5° pour la mise en place d'un groupe d'utilisateurs ou de pilotage pour les principaux projets développés par l'Entreprise publique.

§ 3. Le contrat de gestion comprend également :

- a) la fixation, le calcul et les modalités de paiement de la dotation annuelle à charge du budget de la Communauté;
- b) les sanctions en cas de non-respect par une des parties de ses engagements résultant du contrat de gestion.

§ 4. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale dans le contrat de gestion.

§ 5. Le contrat de gestion est conclu dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret et ce pour une durée de minimum trois ans et maximum cinq ans.

§ 6. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Gouvernement et à la date fixée par celui-ci. Il est publié au *Moniteur belge*.

§ 7. Six mois avant l'expiration du contrat de gestion, l'Entreprise publique soumet au Gouvernement une proposition de contrat de gestion. Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas conclu, le contrat de gestion en cours est prorogé de plein droit pour une durée de un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une fois.

**Art. 17.** Il est créé un conseil d'avis composé de membres nommés respectivement par le Secrétaire général et par les fonctionnaires dirigeants des autres services de la Communauté française, de manière à assurer une représentation équilibrée de ces services.

La qualité de membre du conseil d'avis est incompatible avec la qualité de membre du conseil d'administration de l'Entreprise publique.

Le conseil d'avis peut entendre les représentants des utilisateurs d'un projet spécifique développé par l'Entreprise publique.

Il a pour mission de donner un avis à l'Entreprise publique sur toute question en rapport avec la mission de l'Entreprise publique telle que définie à l'article 3 du présent décret. Les avis sont donnés soit d'initiative, soit à la demande de l'Entreprise publique.

Le conseil d'avis rend un rapport annuel au Gouvernement sur le fonctionnement de l'Entreprise publique, sur l'exécution du contrat de gestion ainsi que sur la qualité des services rendus à chacune des entités pour lesquelles l'Entreprise publique exerce ses missions. Ce rapport est annexé au rapport annuel visé à l'article 15 du présent décret.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 18.** A l'article 1<sup>er</sup>, B de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Entreprise publique des Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication de la Communauté française » sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

**Art. 19.** L'Entreprise publique reprend les droits et obligations du Ministère de la Communauté française-Service général de l'Informatique et des Statistiques.

Le Gouvernement détermine la liste des autres conventions conclues par les services de la Communauté française dont l'Entreprise publique reprend les droits et obligations.

La propriété du matériel informatique que les services de la Communauté française possèdent à la date d'entrée en vigueur du présent décret est transférée de plein droit et sans indemnité à l'Entreprise publique.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'exercice des missions attribuées à l'Entreprise publique, des membres du personnel des Services de la Communauté française sont transférés vers l'Entreprise publique dans les limites du cadre prévu à l'article 13 du présent décret.

Le Gouvernement détermine la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés à l'alinéa précédent.

Ces modalités prévoient notamment que le transfert d'un membre du personnel s'effectue soit sur base volontaire après l'organisation d'un appel aux candidatures au sein des services de la Communauté française et d'une procédure de sélection, soit d'office en vue d'assurer la continuité du service.

§ 2. Les membres du personnel transférés le sont dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 3. Les membres du personnel qui à la date de publication du présent décret au *Moniteur belge* sont affectés ou incorporés au Service général de l'Informatique et des Statistiques et qui ne sont pas transférés vers l'Entreprise publique conservent leur grade et leur qualité. Le Gouvernement détermine la liste des indemnités, primes et allocations que ces membres du personnel conserveront et la durée pendant laquelle ils en garderont le bénéfice.

§ 4. Les personnes affectées à l'Entreprise publique acquièrent la qualité de membre du personnel de l'Entreprise publique des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication de la Communauté française.

§ 5. Par dérogation à l'article 11, § 1, alinéa 2, du présent décret, les membres du personnel qui sont sous contrat de travail dans un service de la Communauté française au moment de leur transfert, conservent la possibilité, pendant un délai maximum de cinq ans à dater du transfert, d'être admis au stage dans l'Entreprise publique s'ils réussissent un concours de recrutement spécifique aux fonctions à pourvoir au sein de l'Entreprise publique.

§ 6. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5, les emplois des agents nommés dans un des grades suivants :

- Directeur ou directrice (catégorie : expert - groupe de qualification : 4);
- Attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : expert - groupe de qualification : 4);
- Gradué ou gradué principal ou premier gradué ou graduée ou graduée principale ou première graduée (catégorie administratif - groupe de qualification : 3),

sont mis dans un cadre d'extinction.

**Art. 21.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil.* - Projet de décret, n° 238-1. — Amendements de commission, n° 238-2. — Rapport, n° 238-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 26 mars 2002.



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1750

[C — 2002/29246]

**27 MAART 2002. — Decreet houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities, opdrachten en hulpmiddelen*

**Artikel 1.** In dit decreet verstaat men onder :

1° "instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap", de instellingen van openbaar nut die afhangen van Sectorcomité XVII;

2° "Regering", de Franse Gemeenschapsregering;

3° "diensten van de Franse Gemeenschap", het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de in punt 1° bedoelde instellingen van openbaar nut en de ministeriële kabinetten van de Regeringsleden.

**Art. 2.** Er wordt, voor de diensten van de Franse Gemeenschap, een instelling van openbaar nut opgericht met rechtspersoonlijkheid onder de naam "Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC)", hierna "het Overheidsbedrijf" genaamd, die de in artikel 3 bedoelde opdrachten vervult.

**Art. 3.** § 1. Het Overheidsbedrijf staat in voor de volgende opdrachten van openbare dienstverlening voor de Franse Gemeenschap :

## A. Organisatie van de informatica

1° de afbakening, de vertaling, de controle en de uitvoering van de functionele behoeften van de diensten van de Franse Gemeenschap inzake informaticaprojecten;

2° de aankoop en regelmatige inventarisatie van het informaticamateriaal dat nodig is voor de diensten van de Franse Gemeenschap;

3° het geïnformatiseerd beheer van de lonen en loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap en van het personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijsinstellingen, op grond van de gegevens verstrekt door de diensten van de Franse Gemeenschap;

4° de leerlingentelling;

5° de installatie en organisatie van een helpdesk voor gebruikers;

6° de opvolging en uitbouw van het informaticapark, dus ook het bepalen van de informaticastandaards en de technologische bewaking;

7° de ontwikkeling, het onderhoud, het onderbrengen of toepassen van bestaande of nog te ontwikkelen toepassingen voor de diensten van de Franse Gemeenschap;

8° de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsakkoorden inzake informatica;

## B. Statistische gegevens

9° het aanleggen en bijhouden van een geheel anonieme gegevensbank zodat, zelfs door hergroepering, geen informatie over het individu kan worden verkregen, alsook van een dienst voor de studies en de statistiek die breed en gemeenschappelijk is voor alle diensten van de Franse Gemeenschap vanaf de vergaarde en/of verworven gegevens, met name door de operationele diensten; de Franse Gemeenschapsregering en de diensten van de Franse Gemeenschap hebben, onmiddellijk en zonder meerkost, toegang tot de aldus vergaarde en verwerkte gegevens. De diensten van de Franse Gemeenschap zijn verplicht de gegevens waarover zij beschikken te verzenden naar het Overheidsbedrijf; het Overheidsbedrijf bezorgt aan de overheid alle statistische gegevens waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is en die door deze overheden zijn vergaard; ook zal zij met de betrokkenen samenwerken via het gebruik van de statistieken; tot slot vertegenwoordigt zij de Franse Gemeenschap in de Hoge Raad van de Statistiek;

## C. Netten

10° de organisatie en technische ontwikkeling van de netten, met name van het internet en van de telecommunicatie, met inbegrip van de telefonie, bij de diensten van de Franse Gemeenschap. Het Overheidsbedrijf houdt, bij het vervullen van zijn opdrachten, rekening met de rechtspersonen en de activiteiten die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd;

11° de organisatie en ontwikkeling van de "e-government" voor de diensten van de Franse Gemeenschap.

## D. Raadplegingsopdrachten

12° het vervullen van raadplegingsopdrachten inzake informatica.

Voor de volbrenging van deze opdrachten kan het Overheidsbedrijf samenwerken of een vennootschap aangaan met publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen. Het uitvoeren van alle hierboven vermelde opdrachten is volledig gedekt door de dotatie bedoeld in artikel 4, 1°, van dit decreet.

Gesteld dat het Overheidsbedrijf beroep doet op externe diensten voor het volbrengen van sommige van zijn opdrachten inzake openbare dienstverlening, dan moet het continu instaan voor de leiding en de organisatie van het beheer van de sleuteltaken van deze externe samenwerking.

§ 2. Voor zover dit geen afbreuk doet aan de uitvoering van de in § 1 gestelde opdrachten, kan het Overheidsbedrijf samenwerken of een vennootschap aangaan met publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen voor de uitvoering van andere informatica-opdrachten.

§ 3. De diensten van de Franse Gemeenschap mogen geen opdrachten vervullen die onder de exclusieve bevoegdheden van het Overheidsbedrijf vallen krachtens §§ 1 en 2 van dit artikel.

**Art. 4.** Het Overheidsbedrijf heeft als inkomsten :

1° de jaarlijkse dotatie van de Franse Gemeenschap, die uitsluitend dient voor het Overheidsbedrijf om zijn opdrachten van openbare dienstverlening en alle andere opdrachten te vervullen;

De Regering bepaalt de bedragen die vanaf de basistoelagen van de algemene begroting van de Franse Gemeenschap zullen worden overgeboekt op de basistoelage "jaarlijkse dotatie van het Overheidsbedrijf voor nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën", geboekt op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

2° de inkomsten uit acties gevoerd in het raam van eventuele dienstverleningsakkoorden;

3° de middelen die ter zijne beschikking worden gesteld in het raam van akkoorden gesloten met andere overheden;

4° de giften en legaten.

**Art. 5.** Onverminderd de wijzen opgelegd door de toelatingen voor toegang tot het Rijksregister, is het Overheidsbedrijf eigenaar van :

1° het materieel dat naar hem wordt overgedragen of dat het aankoopt voor zichzelf of voor de diensten van de Franse Gemeenschap;

2° de overgedragen software, aangekocht of door het Overheidsbedrijf zelf gemaakt, mits inachtneming van het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de anonieme gegevens;

De functionele diensten zijn meester over hun eigen gegevens. Zij moeten deze ter beschikking stellen van het Overheidsbedrijf.

## HOOFDSTUK II. — *Organisatie*

### *Afdeling 1. — Raad van Bestuur en Bureau*

**Art. 6.** § 1. Het Overheidsbedrijf wordt bestuurd door een Raad van Bestuur die bestaat uit minstens zes leden, benoemd door de Regering.

§ 2. Zijn van rechtswege lid van de raad van bestuur :

— de leidend ambtenaar van elke instelling van openbaar nut die afhangt van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de leidend ambtenaar van het Overheidsbedrijf;

— de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

— de administrateurs(trices)-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De Regering duidt een aantal leden aan gelijk aan het aantal leden van rechtswege. Deze leden worden gekozen onder diegenen die bewijs leveren van hun ervaring of kennis hetzij in de domeinen van de opdrachten van het Overheidsbedrijf, hetzij op het vlak van management.

Minstens drie van de in het vorig lid genoemde leden geven blijk van informatica-ervaring op hoog niveau.

§ 4. De Raad van Bestuur kiest, onder de leden bedoeld in § 3, een Voorzit(s)ter en een Vice-voorzit(s)ter. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzit(s)ter doorslaggevend.

§ 5. De leidend ambtenaar van het Overheidsbedrijf woont de vergaderingen van de Raad van Bestuur bij met raadgevende stem en is secretaris van de Raad van Bestuur.

**Art. 7.** Behoudens de leden van rechtswege worden de leden van de Raad van Bestuur benoemd voor een termijn van vijf jaar welke eenmaal hernieuwbaar is. De hoedanigheid van lid is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van regeringslid, lid van een ministerieel kabinet of parlementair attaché;

2° de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire en gewestelijke wetgevende vergadering en van provincieraadslid;

3° de hoedanigheid van provinciegouverneur, van arrondissementscommissaris;

4° de hoedanigheid van personeelslid van het Overheidsbedrijf, onverminderd de bepalingen van artikel 6, § 5;

5° de aanhorigheid tot een vereniging die de democratische beginselen, gesteld met name in het verdrag voor de bescherming van de rechten van de mens en van de grondrechten, niet naleeft.

§ 2. Als een lid van de Raad van Bestuur ontslag neemt, overlijdt, uit zijn ambt gezet wordt of de hoedanigheid verliest waarin het werd benoemd, wordt dit lid vervangen volgens dezelfde procedure die aan zijn benoeming voorafging. De vervang(st)er voltooit het mandaat van het ontslagen, overleden of ontzet lid.

§ 3. De Regering kan, op voorstel van de Raad van Bestuur van het Overheidsbedrijf, een lid van de raad van bestuur uit zijn ambt ontzetten dat :

1° een daad heeft gesteld die onverenigbaar is met de opdracht van het Overheidsbedrijf zoals bedoeld in artikel 3;

2° een zware fout of zwaar verzuim heeft gepleegd bij de uitoefening van zijn mandaat;

3° een activiteit uitoefent, zoals bedoeld in § 1, eerste lid, 5°.

De Raad van Bestuur van het Overheidsbedrijf hoort de betrokkene alvorens diens ambtsontheffing aan de Regering wordt voorgesteld.

§ 4. Elk lid van de Raad van Bestuur dat bezwaard is met een van de in § 1, 1° tot 5° bedoelde onverenigbaarheden, wordt van rechtswege uit zijn ambt ontheven.



§ 5. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen die kunnen worden toegekend aan de leden van de Raad van Bestuur, aan de Voorzit(s)ter en aan de Vice-Voorzit(s)ter. Zij bepaalt de vergoedingen voor de vervoers- en verblijfskosten.

**Art. 8.** § 1. Onverminderd artikel 6, § 4, van dit decreet, stelt de Raad van Bestuur een reglement op dat de wijze vastlegt volgens dewelke hij zijn taken uitoefent.

Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Het bepaalt de plafonds en de vormen binnen welke de Raad sommige van zijn bevoegdheden kan delegeren aan zijn Voorzit(s)ter, aan het Bureau en aan de in artikel 12 bedoelde administrateur(trice)-generaal.

**Art. 9.** Het Bureau bestaat uit de Voorzit(s)ter en Vice-Voorzit(s)ter van de Raad van Bestuur alsook uit twee leden van de Raad van Bestuur aangewezen door laatstgenoemde onder de leden bedoeld in artikel 6, § 3, van dit decreet. De leidend ambtenaar van het Overheidsbedrijf woont de vergaderingen van het Bureau bij met raadgevende stem.

**Art. 10.** De zetel van het Overheidsbedrijf wordt bepaald door de Regering.

**Art. 11.** §1. Onder voorbehoud van artikel 12, § 1, benoemt het Bureau, op de voordracht van de leidend ambtenaar van het Overheidsbedrijf, het personeel van het Overheidsbedrijf binnen de perken van de personeelsformatie die is vastgelegd door de Regering.

Wat de ambten betreft die overeenstemmen met de graden van :

— Directeur of directrice (categorie deskundig - kwalificatieschaal : 4);

— Attaché of eerstaanwendend attaché (categorie : deskundig - kwalificatieschaal : 4);

— Gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde of eerste gegradueerde (categorie : administratief - kwalificatieschaal : 3),

wordt beroep gedaan op mensen die zijn aanworven middels een arbeidsovereenkomst en dit krachtens de bepalingen vervat in artikel 2, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 houdende de algemene beginselen van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren, van toepassing op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen, en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen en in artikel 1, 2° et 4°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Het Bureau bepaalt de grenzen en de vormen binnen welke het sommige van zijn bevoegdheden kan delegeren aan de administrateur(trice)-generaal.

### HOOFDSTUK III. — *Beheer*

**Art. 12.** § 1. Het Overheidsbedrijf wordt, onder het gezag van de Raad van Bestuur en van het Bureau, geleid door een administrateur(trice)-generaal die is benoemd door de Regering.

§ 2. De administrateur(trice)-generaal staat in voor de dagelijkse leiding van het Overheidsbedrijf, de boekhouding overeenkomstig artikel 18 van dit decreet alsook voor de dagelijkse leiding van de human resources, met inbegrip van de personeelsleden die zijn ondergebracht in de functionele diensten van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De administrateur(trice)-generaal vertegenwoordigt het Overheidsbedrijf.

**Art. 13.** Onverminderd de bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van (...) houdende de oprichting van een "Ecole d'Administration publique in de Franse Gemeenschap en tot invoering van een stelsel van mandaten voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap", worden de personeelsformatie en het personeelsstatuut, hun wedden en vergoedingen vastgelegd door de Regering.

**Art. 14.** § 1. Het financieel beheer van het Overheidsbedrijf gschiedt overeenkomstig de bpalingen van de wet van 16 maart 1954 houdende het toezicht op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten van die wet. Daarenboven is het Overheidsbedrijf onderworpen aan de bedrijfsrevisie. De Regering bepaalt de wijze van deze revisie, overeenkomstig artikelen 130 en volgende van het wetboek van vennootschappen van 7 mei 1999.

§ 2. Het toezicht op het Overheidsbedrijf gebeurt door twee Commissarissen, benoemd door de Regering, de ene op de voordracht van de minister voor administratieve informatica, de andere op de voordracht van de minister van Begroting. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen die kunnen worden toegestaan aan de Regeringscommissarissen en bepaalt de vergoedingen voor vervoers- en verblijfskosten.

§ 3. De Regering keurt het boekhoudkundig plan, de evaluatieregels en de afschrijvingsregels van het Overheidsbedrijf goed.

§ 4. De nettowinst is het saldo van de resultatenrekening bepaald in het boekhoudkundig plan, na de dotatie voor de afschrijvingen en provisies toegestaan door de Regering.

§ 5. Onder voorbehoud van de goedkeuring door de Regering, wendt de Raad van Bestuur de nettowinst van het boekjaar aan :

- 1° voor de bijzondere reserves ten belope van de inkomsten van de fondsen uit een gift, een legaat of een stichting;
- 2° voor de aanzuivering van eerdere tekorten;
- 3° voor de overdracht naar het volgend boekjaar.

**Art. 15.** Het Overheidsbedrijf legt jaarlijks, uiterlijk op 30 juni van ieder jaar, een activiteitenverslag voor aan de Regering.

Dit verslag vermeldt de maatregelen die het Overheidsbedrijf genomen heeft om haar opdrachten te vervullen alsook de vooruitzichten voor het komende jaar.

Het Overheidsbedrijf maakt jaarlijks een balans die wordt toegevoegd aan het verslag.

De Regering stuurt dit verslag samen met het verslag van de bedrijfsrevisor naar het Parlement van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK IV. — *Beheerscontract en Adviesraad*

**Art. 16.** § 1. Het beheerscontract gesloten tussen de Gemeenschap en het Overheidsbedrijf bepaalt de regels en de wijzen volgens dewelke het Overheidsbedrijf zijn opdrachten vervult.

§ 2. Het beheerscontract preciseert de algemene beginselen die aan de basis liggen van de uitvoering van de verschillende opdrachten waarvoor het Overheidsbedrijf instaat met het oog op het vervullen van zijn opdracht op het vlak van de openbare dienstverlening en, in ieder geval, de maatregelen die moeten worden getroffen :

1° om een beleid uit te stippelen voor het informaticabeheer in de Franse Gemeenschap waarbij rekening wordt gehouden met de in artikel 3 van dit decreet opgesomde punten, alsook :

— het bepalen en controleren van de tenuitvoerlegging van een globaal strategisch plan op korte, middellange en lange termijn alsook het beheren van de middelen die nodig zijn voor de uitwerking van het jaarlijks strategisch plan en van de richtschema's;

— de uitwerking, het beheer, de goedkeuring en de uitvoering van de audit- en adviesprojecten, alsook van de informatica- en telematicaprojecten en van iedere noodzakelijke specifieke juridische studie;

— de integratie van strategische oplossingen;

— de toekenning en opvolging van de overheidsopdrachten;

— de permanente evaluatie van de technische oplossingen en van de kwaliteit ervan en nagaan of deze afgestemd zijn op de functionele noden;

— het bepalen van technologische standaards en de technologische bewaking;

— het definiëren van de methodologieën en processen inzake informatisering, met name deze waarbij betrekkingen tot stand worden gebracht tussen de verschillende partners (het Overheidsbedrijf, de operationele diensten en de externe leveranciers); het Overheidsbedrijf houdt, in alle omstandigheden, rechtstreeks toezicht op deze externe personen;

2° om zijn opdracht op het vlak van de informatica te vervullen en te zorgen voor een blijvende openbare dienstverlening terzake;

3° om de uitbouw van de informaticadiensten van de Franse Gemeenschap te verzekeren en meer bepaald de evolutie van de technologieën en de programma's op de markt te blijven volgen;

4° om te streven naar de voldoening van de gebruikers en dat deze hun klachten worden behandeld;

5° voor de invoering van een gebruikers- of stuurgroep voor de belangrijkste projecten van het Overheidsbedrijf.

§ 3. Het beheerscontract bevat tevens :

a) de vaststelling, de berekening en de wijzen voor de betaling van de jaarlijkse dotatie die ten laste is van de begroting van Gemeenschap;

b) de sancties bij niet-naleving, door een van de partijen, van haar verbintenissen uit het beheerscontract.

§ 4. Iedere uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt geacht ongeschreven te zijn.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens dewelke een verbintenis uit het beheerscontract niet wordt nagekomen kan enkel het nakomen van deze verbintenis eisen en, desgevallend, schadevergoeding onverminderd de toepassing van iedere bijzondere sanctie vervat in het beheerscontract.

§ 5. Het beheerscontract wordt gesloten binnen de drie maand na de inwerkingtreding van dit decreet en dit voor minstens drie en maximum vijf jaar.

§ 6. Het beheerscontract treedt pas in werking na diens goedkeuring door de Regering en op de datum die laatstgenoemde vastlegt. Het beheerscontract wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 7. Zes maand vóór het verstrijken van het beheerscontract legt het Overheidsbedrijf een voorstel van beheerscontract voor aan de Regering. Indien, bij het verstrijken van een beheerscontract, geen nieuw beheerscontract is gesloten, wordt het lopend beheerscontract van rechtswege verlengd voor een duur van een jaar. Na deze verlenging legt de Regering een beheersplan vast voor een jaar dat eenmaal kan worden hernieuwd.

**Art. 17.** Er wordt een adviesraad opgericht die is samengesteld uit leden die respectievelijk zijn benoemd door de Secretaris-generaal en door de leidende ambtenaren van de andere diensten van de Franse Gemeenschap, zodat deze diensten gelijk vertegenwoordigd zijn.

De hoedanigheid van lid van de adviesraad is onverenigbaar met deze van lid van de Raad van Bestuur van het Overheidsbedrijf.

De adviesraad kan de vertegenwoordigers van de gebruikers van een specifiek door het Overheidsbedrijf opgezet project horen.

Hij heeft als doel advies uit te brengen bij het Overheidsbedrijf over ieder vraagstuk dat verband houdt met de opdracht van het Overheidsbedrijf zoals bedoeld in artikel 3 van dit decreet.

De adviezen worden uitgebracht, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Overheidsbedrijf.

De adviesraad legt een jaarverslag voor aan de Regering over de werking van het Overheidsbedrijf, over de uitvoering van het beheerscontract alsook over de kwaliteit van de diensten bij iedere entiteit waarvoor het Overheidsbedrijf zijn opdrachten vervult. Dit verslag wordt gevoegd bij het jaarverslag bedoeld in artikel 15 van dit decreet.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 18.** In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende het toezicht op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden "Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap" in alfabetische volgorde op hun plaats ingevoegd.

**Art. 19.** Het Overheidsbedrijf herneemt de rechten en plichten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap - Algemene Dienst Informatica en Statistiek.

De Regering stelt de lijst vast van de andere akkoorden die zijn gesloten door de diensten van de Franse Gemeenschap waaruit het Overheidsbedrijf de rechten en plichten herneemt.

De eigendom van het informaticamateriaal waarover de diensten van de Franse Gemeenschap beschikken op de dag dat dit decreet in werking treedt, wordt van rechtswege en kosteloos overgedragen naar het Overheidsbedrijf.

**Art. 20.** § 1. Om de opdrachten van het Overheidsbedrijf uit te voeren, worden personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap overgedragen naar het Overheidsbedrijf binnen de perken van de personeelsformatie bedoeld in artikel 13 van dit decreet.

De Regering bepaalt de datum en de wijzen voor de overheveling van de in het vorig lid bedoelde personeelsleden.

Deze wijzen voorzien met name dat de overheveling van een personeelslid gebeurt hetzij op vrijwillige basis nadat een oproep tot kandidaten werd gelanceerd in de diensten van de Franse Gemeenschap en na een selectieprocedure, hetzij ambtshalve zodat de dienstverlening is verzekerd.

§ 2. De overgehevelde personeelsleden behouden hun graad en hoedanigheid of krijgen een gelijkwaardige graad.

Zij behouden minstens het salaris en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verworven indien zij in hun dienst van herkomst het ambt waarvan zij titularis waren op het moment van hun overheveling, hadden blijven uitoefenen.

§ 3. De personeelsleden die, op de dag dat dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, toegewezen of ingelijfd zijn bij de Algemene Dienst Informatica en Statistiek en die niet zijn overgeheveld naar het Overheidsbedrijf behouden hun graad en hoedanigheid. De Regering stelt de lijst op van de vergoedingen, premies en toelagen die deze personeelsleden behouden en de duur tijdens dewelke zij ervan zullen kunnen blijven genieten.

§ 4. De personen die toegewezen zijn aan het Overheidsbedrijf verwerven de hoedanigheid van personeelslid van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap.

§ 5. In afwijking van artikel 11, § 1, tweede lid, van dit decreet, behouden de personeelsleden die een arbeidscontract hebben in een dienst van de Franse Gemeenschap op het ogenblik van hun overheveling, de mogelijkheid om, binnen een termijn van maximum vijf jaar vanaf de overheveling, toegelaten te worden tot de stage in het Overheidsbedrijf als zij slagen voor een specifiek wervingsexamen voor de vacante betrekkingen in het Overheidsbedrijf.

§ 6. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 5, worden de betrekkingen van de ambtenaren die zijn benoemd in en van de volgende graden :

— Directeur of directrice (categorie deskundig - kwalificatieschaal : 4);

— Attaché of eerstaanwendend attaché (categorie : deskundig - kwalificatieschaal : 4);

— Gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde of eerste gegradueerde (categorie : administratief - kwalificatieschaal : 3),

geplaatst in een uitdovingskader.

**Art. 21.** Dit decreet treedt in werking op de dag die is bepaald door de Regering en uiterlijk op 1 september 2002. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen. Gedaan te Brussel, op 27 maart 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 238-1. — Commissieamendementen, nr. 238-2. — Verslag, nr. 238-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en stemming, Vergadering van 26 maart 2002.

F. 2002 — 1751

[S – C – 2002/29247]

**27 MARS 2002. — Décret relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1. évaluation externe : évaluation dont la conception et la mise en œuvre sont confiées à des personnes extérieures à l'équipe éducative d'un établissement scolaire;
2. indicateurs : données statistiques informant sur l'état ou l'évolution au cours du temps d'un phénomène jugé important. En éducation, le recueil d'indicateurs vise à informer sur la santé et la qualité du système éducatif;
3. outils pédagogiques : toute forme de soutien pédagogique que l'on peut apporter pour aider à répondre aux difficultés décelées, qu'il soit à caractère général ou concret;
4. Système cohérent d'indicateurs : ensemble de données jugées nécessaires par la Commission de pilotage visée à l'article 2, le Gouvernement et le Parlement pour assurer le suivi statistique des élèves et le pilotage du système éducatif;
5. Suivi statistique des élèves : suivi du parcours des élèves dans le système éducatif, quel que soit le niveau scolaire considéré, depuis l'entrée dans celui-ci jusqu'à sa sortie, en ce compris l'enseignement non obligatoire.
6. décret-missions : décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

CHAPITRE II. — *De la Commission de pilotage*

*Section 1<sup>re</sup>.* — La Commission de pilotage

**Art. 2.** Il est créé une Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française dénommée ci-après « la Commission ».

L'enseignement de la religion et de la morale non confessionnelle tel que défini à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 n'est pas soumis à l'application du présent décret.

*Section 2.* — Des missions

**Art. 3.** La Commission a pour mission, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques :

1. d'accompagner les réformes pédagogiques et d'œuvrer à leur réalisation;
2. de doter notre enseignement d'un système cohérent d'indicateurs. Pour ce faire, elle rassemble dans la base de données visée à l'article 4, 2<sup>o</sup>, des informations objectives sur le système éducatif en Communauté française et sur sa capacité à répondre aux objectifs fixés;
3. de favoriser la cohérence entre le contenu des programmes, les socles de compétences, les compétences terminales et les profils de formation ainsi que la compatibilité entre les programmes des réseaux et des niveaux d'enseignement;
4. de définir annuellement pour les formations visées par les décrets du 24 décembre 1990 et du 16 juillet 1993 les orientations et les thèmes prioritaires destinés à former à l'apprentissage des socles de compétences, des compétences terminales, des profils de formation et de toutes autres matières communes à l'ensemble des niveaux et réseaux d'enseignement.